



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 193
JEUDI 5 JUILLET 1973

UNITE LA PLUS LARGE CONTRE LA MENACE FASCISTE



MARCELLIN
*Celui-ci fut autrefois
décoré de l'ordre
de la francisque*



POMPIDOU
*Celui-là
a gracié
le Kollabo Touvier*

**ILS SONT PRETS A TOUT POUR
DEFENDRE L'ORDRE CAPITALISTE**

**Ils interdisent une organisation anti-
fasciste, la "Ligue Communiste", et
arrêtent ses dirigeants**

**Contre les ouvriers en
lutte ils envoient les CRS**



**et protègent les bandes
nazies**

En décrétant le 28 juin la dissolution de la Ligue communiste, les dirigeants politiques de la bourgeoisie monopoliste ont porté une nouvelle fois atteinte, d'une façon extrêmement grave, aux libertés fondamentales dans notre pays. Cette atteinte à la liberté d'association et à la liberté d'opinion est loin d'être un coup de tonnerre dans un ciel serein : elle s'inscrit entièrement dans le processus entamé depuis plusieurs années, et notamment depuis 68, pour acheminer la France vers une dictature fasciste. Depuis le 12 juin 1968, date d'interdiction de plusieurs organisations dont le Parti communiste marxiste-léniniste de France, la fraction dirigeante de la bourgeoisie monopoliste fait maints efforts pour se constituer rapidement un appareil policier, judiciaire, ainsi qu'un appareil de propagande de type fasciste. La mise en place de brigades spéciales qui ne sont pas sans rappeler les S.A. hitlériennes à leurs débuts, la promulgation de la loi scélérate dite « anti-casseurs » aujourd'hui utilisée pour inculper des antiracistes et des antifascistes, la préparation idéologique à un nouvel ordre pétainiste par l'amnistie du nazi Touvier, par le retour sur la scène politique des pires fascistes de la guerre d'Algérie, ou encore par la nomination au poste d'adjoint à la défense de Paris du général criminel de guerre et tortionnaire Bigeard, l'orchestration d'une vaste campagne raciste et d'un appel au meurtre contre les travailleurs immigrés, tous ces faits montrent à l'évidence que le pouvoir fascisant n'a pas été « surpris » par les manifestations du 21 juin, qu'il n'a pas improvisé une réponse à des « troubles » dans la rue mais qu'il avait soigneusement préparé son opération. Comme toujours les groupuscules néo-nazis, qu'il manipule DIRECTEMENT, lui ont servi à monter sa provo-

cation. Il était du devoir de tous les antifascistes de répondre comme il se devait à la propagande criminelle contre les travailleurs immigrés ainsi qu'à l'odieuse propagande antisémite. N'y pas répondre eût été un encouragement pour les tenants du fascisme dans les rangs de la bourgeoisie à aller plus loin.

Riposter du tac-au-tac aux menées fascistes, riposter en masse, voilà la seule voie à suivre pour éviter à notre peuple de nombreuses souffrances. Les diverses mesures prises récemment par les représentants du capital monopoliste illustrent, répétons-le, la grande peur de la bourgeoisie monopoliste devant les luttes du prolétariat, devant la montée du mouvement révolutionnaire des masses et la vive impression que lui a fait la détermination des manifestants antifascistes. C'est en comptant sur une démobilisation populaire que le pouvoir a monté son opération en juin. L'avenir ne tardera pas à lui montrer son erreur.

Pour leur part, les marxistes-léninistes appellent solennellement tous les travailleurs, tous les antifascistes et antiracistes à s'unir et à s'organiser sans tarder à la base, sans distinction d'opinion ou d'appartenance politique afin de stopper nette l'offensive fascisante du pouvoir, afin d'exiger le rétablissement des libertés élémentaires garanties par la loi bourgeoise elle-même :

— La cessation de toute agression et de tout appel à l'agression contre les travailleurs immigrés ;

— La libération immédiate d'Alain Krivine et des autres militants inculpés en vertu de la loi scélérate « anti-casseurs » et l'abrogation de cette loi fasciste.

Le 2 juillet 1973.



QUELLE RIPOSTE ?

A la suite du 21 juin et de la dissolution de la Ligue communiste, nombreux sont ceux qui ont pris conscience de la menace grandissante que la réaction fait peser sur la classe ouvrière et le peuple de notre pays.

La riposte aux menées fascistes du pouvoir est plus que jamais à l'ordre du jour, devient maintenant une nécessité urgente.

La dissolution de la Ligue communiste et l'arrestation de ses dirigeants constituent des faits extrêmement importants qui témoignent d'une aggravation de la fascisation.

Il s'agit d'une attaque contre la liberté d'association, d'un coup porté à l'ensemble des antifascistes. La Ligue communiste a été dissoute et ses dirigeants arrêtés pour s'être opposés à la tenue d'un meeting nazi, la riposte est l'affaire de tous les antifascistes. Chacun doit en être convaincu. Il s'agit d'une bataille pour les libertés, la détermination doit être à l'image de l'ampleur de ce combat.

Mais comment riposter ?

Unir tout ce qui peut être uni

Nous autres, marxistes-léninistes, nous voulons l'unité avec tous ceux, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, qui sont décidés à combattre réellement pour la défense des libertés démocratiques, contre la

fascisation de ce régime. Ce qui compte, ce qu'il faut privilégier, c'est ce qui unit, c'est l'antifascisme. Il ne s'agit pas de taire les divergences, mais de les considérer comme secondaires. Nous tendons la main à tous ceux, sans exception, qui veulent se battre pour les libertés. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est forger l'unité des forces antifascistes.

Unité à la base

Mais pour qu'elle soit réelle, solide, durable, cette unité doit se réaliser avant tout à la base. Accepter ou non cette unité, la pratiquer dans les faits et non en paroles, c'est un critère pour déterminer qui est vraiment partisan de l'unité. En ce qui nous concerne, partout où cela est possible, nos camarades vont prendre contact avec les militants et les organisations antifascistes pour leur proposer d'engager l'action commune.

Dans les entreprises

Il s'agit d'abord d'unir les travailleurs sur les lieux de travail. L'unité de la classe ouvrière est la condition essentielle pour mettre en échec le pouvoir fascisant. Dans la mesure de nos possibilités, nous ferons tout pour que cette unité aille de l'avant. De nombreux travailleurs, membres de diverses organisations ou non, syndiqués ou non, sont aujourd'hui

prêts à combattre pour la défense des libertés. Les marxistes-léninistes leur proposeront à tous d'engager le combat ensemble. Par tous les moyens, dans les syndicats comme hors des syndicats, ils œuvreront dans ce sens.

Mais aussi dans les quartiers

Là aussi, nos camarades prendront le plus rapidement possible toutes les initiatives pour que rapidement se constituent des comités antifascistes rassemblant les plus larges masses. Il ne faut pas attendre ; c'est dès maintenant que toutes les initiatives possibles doivent être prises, que le rassemblement doit s'engager pour :

— L'abrogation de l'arrêté de dissolution de la Ligue communiste ;
— La libération des emprisonnés politiques ;

— L'arrêt de toutes les poursuites contre les antifascistes ;

— L'abrogation de la loi « anticasseurs » ;

— La dissolution des bandes fascistes.

Les masses de notre pays sont profondément antifascistes ; plus que jamais il faut avoir confiance en elles.

Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est unir les antifascistes, créer le plus large rassemblement. Les marxistes-léninistes ne ménageront pas leurs efforts dans cette bataille. L'avenir s'y joue.

“L'IDÉAL” DE BIGEARD



Voilà donc le général Bigeard rapatrié de Madagascar pour exercer les fonctions d'adjoint au gouvernement militaire de Paris. A ce poste il sera chargé de la défense opérationnelle du territoire, en un mot, du « maintien de l'ordre ».

Au cours de la lutte des lycéens, un ministre se serait écrié : « C'est Bigeard qu'il faudrait leur envoyer ». Il a été entendu.

Mais qui est Bigeard ?

Bigeard, comme Massu, a été de toutes les guerres colonialistes. Mais c'est surtout en Algérie qu'il s'est signalé. Il fut alors une des têtes de file du terrorisme exercé contre le peuple algérien. Il prit alors le parti des généraux fascistes.

A peine nommé à ses nouvelles fonctions, il devait déclarer : « ... ici ce n'est pas une retraite. Je crois que du point de vue militaire, il y a beaucoup à faire en France et dans tous les pays occidentaux : recréer un esprit, retrouver un idéal. » Le peuple algérien a fait l'expérience de « l'idéal » de Bigeard. Après les déclarations de Galley, affirmant que l'armée est le dernier recours de l'ordre capitaliste, la nomination de Bigeard est une menace ouverte adressée au peuple de France. La réaction fait appel à ses hommes de main. A tel point que Jacques Fauvet lui-même, dans « Le Monde », a discerné la menace. Seuls les aveugles ne pourraient s'apercevoir aujourd'hui que de mauvais coups se trament contre les libertés.

La mise à sac

Le 22 juin au matin, plusieurs dizaines de membres des « brigades spéciales » se sont présentés devant les locaux de la Ligue communiste. Sans mandat de perquisition ils se sont mis à enfoncer les portes.

A l'intérieur se trouvaient une vingtaine de militants de cette organisation. Dans les locaux, les flics ont contraint certains d'entre eux à se déshabiller pour les humilier.

Puis, en s'opposant à la présence de témoins, les flics se sont livrés à la mise à sac du local, détruisant tout ce qui pouvait l'être. Cela devait durer plusieurs heures.

Pendant ce temps, les militants

étaient emmenés dans un commissariat. Durant le parcours comme au commissariat, les flics se sont livrés à une provocation permanente, déversant des injures racistes, certains faisant même l'éloge des camps de concentration.

Le jour même, la police judiciaire, dans un communiqué démentait qu'il y ait eu des perquisitions, pour l'admettre finalement dans un second communiqué.

Marcellin ne s'embarrasse guère de sa propre légalité : ces quelques faits, après beaucoup d'autres, le confirment.



Il s'agissait en fait d'une tentative pour créer les conditions permettant la constitution d'« escadrons de la mort », de faire naître un climat propice aux « expéditions punitives » dont la mise à sac du local de la Ligue communiste donne un avant-goût.

Lorsqu'on sait avec quel acharnement Marcellin appuie les groupes fascistes dans la police, on peut avoir une idée de l'identité des auteurs de cette entreprise d'intoxication.

Le complot

A la suite du 21 juin, tout aura été fait pour tenter de développer le courant fasciste au sein de la police, c'est à un véritable complot que l'on a assisté. On doit comprendre que Marcellin rencontre à l'intérieur même de la police des difficultés l'empêchant de l'utiliser comme il le voudrait. Par tous les moyens, il s'agit de surmonter ces difficultés, de renforcer les syndicats fascistes au sein de la police, d'y propager une idéologie fasciste, la haine de tous ceux qui combattent ce régime.

Dès le 22, des messages étaient transmis sur la longueur d'onde de la police, propageant de fausses nouvelles. Toute la journée cette intoxication s'est poursuivie. Bien entendu, les émetteurs de ces messages étaient anonymes.

Des tracts ont été distribués dans différents commissariats, propageant les idées d'« Ordre nouveau » de l'aveu même de certains syndicats de policiers. Là encore, les auteurs étaient anonymes.

Nouveau crime sioniste en plein Paris

Les assassins sionistes continuent leur entreprise de liquidation des intellectuels révolutionnaires arabes. Jeudi 28 juin à 11 heures du matin, en plein cœur de Paris, le militant révolutionnaire Mohamed Boudia est assassiné par ceux-là mêmes qui avaient assassiné Mahmoud Hamchari, représentant en France de l'O.L.P., et Bassil Koubaissi.

Assurés de l'impunité, bénéficiant du soutien actif de certains milieux français, les services spéciaux israéliens agissent en toute tranquillité. La presse française s'est empressée, comme ce fut le cas pour l'affaire Hamchari, d'accuser la victime d'être son propre assassin.

Il y a ceux qui tuent, il y a ceux qui les couvrent, leurs complices,

tous responsables de l'entreprise fasciste de liquidation du peuple palestinien et de ses amis.

Mohamed Boudia, militant révolutionnaire algérien, est tombé, martyr de la cause palestinienne et martyr de la cause arabe.

Les révolutionnaires palestiniens, les révolutionnaires arabes et les révolutionnaires du monde rendent hommage à l'un des leurs.

Né en 1931 en Algérie, Mohamed Boudia a été l'un des responsables du F.N.L. algérien en France pendant la révolution algérienne. Incarcéré en France, condamné à mort, il ne fut libéré qu'après la libération du pays en 1962.

Journaliste, directeur du Théâtre national algérien, il revient en France en 1965 où il fut l'un des

administrateurs du Théâtre de l'Ouest parisien.

Militant infatigable, il croyait en la juste lutte du peuple palestinien comme continuant à y croire tous les révolutionnaires algériens.

En assassinant Mohamed Boudia, Israël en fait un martyr de la cause palestinienne et un martyr de la cause arabe.

Nous faisons le serment de ne jamais oublier le sacrifice de nos frères, morts pour avoir lutté contre l'impérialisme, contre le sionisme et contre la réaction arabe.

Révolution jusqu'à la victoire !

Communiqué du bureau parisien de l'Organisation de libération de la Palestine. Paris, le 29-6-1973.

Un refus regrettable

Il a été proposé ces derniers jours de constituer un comité national contre la répression. « L'Humanité-Rouge » approuve une telle initiative, mais encore faut-il qu'elle puisse aboutir. Au cours d'une réunion regroupant plusieurs organisations antifascistes, ce projet a été discuté. « L'Humanité-Rouge » y a proposé que soit mis en place un comité d'initiative provisoire destiné à impulser la constitution de comités antifascistes à la base qui, lorsqu'ils se seraient suffisamment développés, éliraient une direction les représentant effectivement. Cette proposition n'a pas été retenue par les diverses organisations présentes. C'est là quelque chose de regrettable, car cela aurait à notre avis permis que ce comité ait une existence réelle et un caractère de masse.

LE 21 JUIN

RIPOSTE DE MASSE AU FASCISME

Bien des choses ont été dites sur la journée du 21 juin. Marcellin et la presse pourrie se sont livrés à une véritable campagne d'intoxication de l'opinion publique. Il faut donc en rappeler les faits.

Et d'abord tout a été mis en œuvre pour que le motif de la contre-manifestation à laquelle diverses organisations antifascistes, parmi lesquelles « L'Humanité rouge », avaient appelé, soit passé sous silence.

Il s'agissait de protester et de s'opposer à la tenue d'un meeting fasciste des nazis d'« Ordre nouveau ». Il fallait montrer que les anti-fascistes n'admettaient pas qu'en 1973 les nazis puissent impunément s'exprimer, inciter à la haine raciale.

Le gouvernement pouvait interdire ce meeting en vertu de la loi de juillet 1972 qui, parait-il, est faite pour réprimer les activités fascistes. Il ne l'a pas fait. Loin de là.

A partir de 18 heures, des centaines de C.R.S. prennent position pour protéger le meeting nazi.

A 19 heures 20, plusieurs milliers d'anti-fascistes se rassemblent. La presse à la botte de Marcellin dira : « Ils étaient casqués, armés de barres de fer. » Doit-on rappeler que lors d'un précédent meeting nazi, les fascistes et les C.R.S. s'étaient acharnés après les contre-manifestants et qu'un grand nombre avaient été blessés ?

Les anti-fascistes s'étaient simplement donnés les moyens de se défendre. Que des anti-fascistes se fassent matraquer, cela c'est normal pour Marcellin. Mais qu'ils se défendent, voilà le scandale pour la presse pourrie.

Les anti-fascistes marchent en direction de la Mutualité, où doit avoir lieu le meeting nazi. On entend les mots d'ordre : « Ordre nouveau, ordure nazie ! », « Français, immigrés, même patron, même combat ». Bientôt les C.R.S. barrent la rue et commencent à charger. Mais les contre-manifestants n'en continuent pas moins leur marche. Devant la détermination des contre-manifestants, les C.R.S. reculent, sont enfoncés. Certains sont alors corrigés.

Rapidement, les C.R.S. tirent de nombreuses grenades lacrymogènes, extrêmement violentes. Les anti-fascistes reculent en ordre.

Ce sont environ 5 000 anti-fascistes qui se regroupent un peu plus tard. Là encore, la presse qui ment ne parlera que de quelques centaines de manifestants pour cacher le fait qu'il s'agit bel et bien d'une riposte de masse. Les manifestants lancent le mot d'ordre : « La police protège les fascistes ! ». En effet, à ce moment-là, à la Mutualité, où une poignée de fascistes sont rassemblés, de la tribune sont lancés des cris racistes, anti-arabes et antisémites. Sous la protection de la police.

Les contre-manifestants se dirigent vers la Bastille. Là, un car de police fonce dans la foule, ce que Marcellin

et la presse pourrie se gardent bien de dire.

Des contre-manifestants se dirigent vers le siège des nazis d'« Ordre nouveau » ; des fascistes de service tirent plusieurs coups de fusil qui, par pur hasard, ne font pas de victimes.

Tandis que le meeting nazi se termine, la police encadre et protège les fascistes casqués qui se dirigent en manifestation vers leur siège. La boucle est bouclée. Du début à la fin, la police de Marcellin aura protégé le meeting nazi, elle aura protégé une « milice privée » et une « organisation qui entretient des relations étroites avec des partis néo-fascistes ou néo-nazis étrangers » comme l'indique le décret gouvernemental de dissolution !

Le 21 juin aura démontré une fois de plus que c'est à partir de l'Etat que sont organisées les campagnes fascistes, que c'est à partir de l'Etat qu'est organisée la résurgence du nazisme. Le groupuscule néo-nazi, « Ordre nouveau » n'est qu'un instrument entre les mains de ce pouvoir fascisant.

Voilà qui montre la mascarade que constitue la soi-disant dissolution d'Ordre nouveau. Ce groupuscule nazi n'existait que par la volonté du pouvoir, sa « dissolution » n'a été qu'un prétexte pour « légitimer » la dissolution de la Ligue communiste. Le pouvoir fascisant comptait ainsi, sous l'apparence d'une fausse symétrie, pouvoir faire admettre la dissolution de la Ligue communiste.

Certains, qui se complaisent dans le rôle de donneurs de leçons (et c'est vrai aussi bien des dirigeants révisionnistes que du groupuscule « Front rouge », ou de l'A.J.S. voire de « Lutte ouvrière »), ont prétendu que le 21 juin il fallait laisser faire. « Ne pas donner à ce groupuscule nazi plus d'importance qu'il n'en a », « ne pas tomber dans la provocation », les prétextes sont différents, l'attitude est identique : l'esprit de reculade.

Une telle attitude a toujours été chèrement payée. Laisser faire le fascisme c'est lui permettre de se frayer la voie, laisser se déverser le poison raciste et fasciste, c'est préparer les défaites populaires. Il y a une expérience payée suffisamment cher par les peuples pour ne pas en tirer les leçons. Tout recul devant le fascisme ne fait que l'enhardir. Le fascisme se combat pied à pied, dès qu'il dresse la tête il faut l'abattre. Ce n'est pas lorsqu'il est trop tard qu'il faut engager le combat.

En dépit des donneurs de leçons, plusieurs milliers d'anti-fascistes ont montré le 21 juin qu'ils ne l'oubliaient pas. Ce sont eux qui ont montré la voie à suivre dans la lutte anti-fasciste. Et cela de très nombreux travailleurs l'ont compris et l'ont approuvé. Dans les entreprises, de nombreux ouvriers, des gars du P.-C.-F. ont fait savoir à nos camarades qu'ils ont eu raison. Certains disant même : « La prochaine fois on sera avec vous. »



Devant la détermination des manifestants, les protecteurs du meeting nazi reculent.



A la Une « France-Soir » publiait un commentaire prétendant que des contre-manifestants frappaient un flic blessé. Cette photo les montre emmenant le blessé sur un brancard.



Voilà qui protégeaient les forces de « l'ordre ».

LA COLÈRE DE FOS

La colère a éclaté brusquement chez les 13 000 ouvriers algériens, portugais, yougoslaves, turcs, français, batisseurs de Fos, « Le plus grand chantier d'Europe ».

Une colère qui venait de loin pourtant, accumulée au cours des mois passés dans la sécheresse et la poussière, dans les cabanes dépourvues de confort, tour à tour glaciales ou étouffantes, au cours des journées de travail épuisantes, interminables.

Une colère qui réclamait vengeance aussi pour les 19 morts et les centaines de mutilés déjà tombés pour que s'arrondissent toujours plus les gigantesques profits qui sont en jeu à Fos.

Et l'étréme qui met le feu à la poudre : l'annonce de 1 000 licenciements d'ici la fin de l'année, qui deviennent au cours des jours, 4 000, puis 8 000 !

C'est contre tout cela que la grève a démarré.

A ces revendications, comme à celles de tous les travailleurs actuellement le Pouvoir n'a qu'une seule réponse : les Gardes mobiles et les C.R.S.

Dans la nuit du 19 juin, ils débarquent sur les chantiers para-

lyés par la grève, dispersent les barrages hâtivement dressés, chargent les piquets de grève, matraquent tous ceux qui leur tombent sous la main.

Vers 6 h 30, quand la masse des ouvriers se regroupe sur le chantier, les charges se poursuivent. Quelques ouvriers sont embarqués dans un car de police. Celui-ci est lapidé, pris d'assaut par les grévistes qui dévalent les barricades s'élèvent, malgré les charges et les grenades lacrymogènes. Plusieurs centaines d'ouvriers français et immigrés au coude à coude à l'assaut, chargeant les Gardes mobiles à coup de boulets et de pierres. Ceux-ci se réfugient dans leurs cars et décampent sans demander leur reste sous la menace des grèves conduites par les ouvriers.

Dans l'après-midi plusieurs usines de la région développent un mouvement de grèves de solidarité pour soutenir les revendications des grévistes.

Sur le chantier paralysé la grève se poursuit pour refuser les licenciements annoncés et imposer l'impressionnante liste de revendications des ouvriers.

LIP

Quand on arrive à l'usine Lip, à Besançon, on voit d'abord un grand panneau : « Vente de montres ».

Des gens sont à la porte et filtrent les entrées.

Des gens font la queue pour acheter des montres en signe de soutien. A l'intérieur de l'usine des ouvriers se promènent avec leur famille.

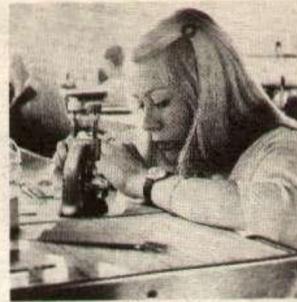
Des panneaux portent les coupures de la presse sur la grève (une commission est chargée de lire la presse chaque jour). Des affiches réalisées par les ouvriers couvrent les murs.

Des ouvriers d'autres usines de Besançon sont en visite, mais il y en a aussi qui sont venus de la région parisienne, des gens de Lip leur expliquent leur grève. Au fond, tous les travailleurs ont senti que chez Lip il se passait quelque chose d'important pour la classe ouvrière. De toute la France il en vient pour s'informer.

Comment en est-on arrivé là ? Un des dirigeants de la grève explique : Lip a eu cent ans en 1967. L'usine était d'abord installée au centre-ville, dans des locaux anciens. En 1960, la nouvelle usine est entrée en fonction.

Fred Lip était le patron. Les ouvriers disent que c'était un despote, il avait une cour autour de lui. Il fallait répondre oui à tout ce qu'il disait.

Jusqu'en 1962-1963, il a réussi. Mais à partir de 1966, les difficultés financières ont commencé. En 1967, il se met à la recherche de nouveaux capi-



« MILLE CERVEAUX QUI TRAVAILLENT »

claire que la situation est « très mauvaise » et que l'I.D.I. va faire une enquête. A chaque réunion, il repoussait toujours les réponses.

Les ouvriers apprennent finalement par « Le Monde » que l'I.D.I. est en faillite.

Le 18 avril, le P.-D.G. démissionne. Il est remplacé par deux administrateurs provisoires.

Les travailleurs ne sont pas tellement surpris. Les administrateurs réunissent l'ensemble du personnel et se présentent à peu près de la façon suivante : « Nous sommes tous sur le même bateau. Il coule. Il s'agit de le faire flotter. Nous, nous sommes neutres. Nous allons rechercher une solution. Vous, travaillez. Nous cherchons des partenaires, tenez-vous bien. »

Les ouvriers répondent : « Nous savons qu'il y a un plan de licenciements prévu, nous refusons. »

Les deux hypothèses ont été discutées en assemblée générale. Et c'est la deuxième solution qui a été retenue à une très forte majorité : Sur la chaîne, ce n'est pas facile de freiner la production. Certains ateliers étaient pratiquement arrêtés. Mais d'autres travailleurs n'arrivaient pas à freiner à cause de l'habitude de travailler vite. C'est venu petit à petit. On leur a dit d'aller au comité d'action, d'aller se promener dans d'autres ateliers. « Vous travaillez dans une usine et vous ne connaissez même pas les autres ateliers. »

La encore, la crainte jouait : « Qu'est-ce qu'ils vont dire les chefs ? » Puis les gens se sont mis à sortir, à quitter leur place. Un chef continuait à marquer tous les déplacements.

Trois travailleurs de l'atelier se sont mis à l'engueuler puis tous se sont levés et sont venus lui dire ce qu'ils avaient sur le cœur.

La troisième phase : Des réunions d'information ont eu lieu. Les travailleurs se sont dit : « On n'est pas assez forts tout seuls, il faut populariser le mouvement sur Besançon. » Les ouvriers ont bloqué des routes, distribué des tracts, fait des prises de parole. Ça a débouché sur une manifestation de 5 000 personnes le 24 mai.

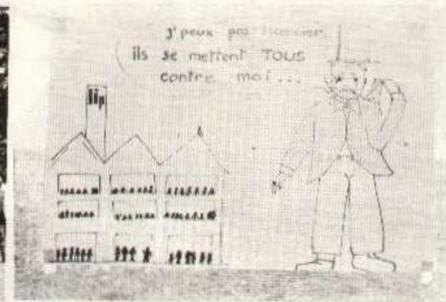
Quatrième phase : Il fallait montrer que les licenciements, ce n'était pas seulement l'affaire des ouvriers de l'usine. Les ouvriers vont voir les petites boîtes sous-traitantes (toute la région vit de l'horlogerie), les ouvriers des autres usines : « Si l'horlogerie s'écroule, qu'est-ce qu'ils feront des enfants ? », les paysans. Des interventions sont faites à la foire exposition.

A Besançon, en deux ans, 1 300 emplois ont été supprimés, si ça continue qu'est-ce qu'on fera ?

Pendant ce temps, les administrateurs provisoires tenaient toujours le même langage : « Travaillez ! » Cette attitude ne fait que renforcer la détermination des travailleurs. Ils se déplacent dans toute la région et presque partout sont très bien accueillis. Les ouvriers prennent des tâches en main.

Le 22 mai : les administrateurs se rencontrent pour la première fois. A Paris, le conseil d'administration menace les ouvriers. Au comité d'entreprise, ils disent : « On ne va plus pouvoir payer les gens si ça continue. »

Le 28 mai : la direction fait placarder une affiche qui dit que seules les heures effectives de travail seront payées. Aussitôt, une manifestation a



lieu dans l'usine. Les bureaux de la direction sont occupés.

La direction envoie une lettre individuelle à chaque ouvrier disant que s'il n'y a pas de travail, il n'y aura pas de salaire. Les lettres sont toutes brûlées le jour du conseil d'administration, mises dans un cercueil et renvoyées à la direction.

Le 12 juin, une nouvelle réunion du comité d'entreprise a lieu. Les administrateurs en réunion sont rejoints par 150 ouvriers qui les séquestrent. Les ouvriers regardent les papiers qui se trouvent là et découvrent un projet de restructuration de la société où sont annoncés 200 licenciements immédiats, 50 dans un an, 100 en cas de maintien de la mécanique, 200 à 500 déplacements. A cela s'ajoutent le blocage des salaires, la renégociation des accords d'entreprise. A 21 heures 30, le commissaire de police arrive. Il sera bloqué par les ouvriers.

Une réunion a lieu. Est-ce qu'on résiste ? Certains ouvriers sont décidés à se battre si la police intervient. Ils prennent des pieds de table, dressent des barricades.

A 23 heures 45, les flics pénètrent dans le parc. Des ouvriers parcourent le quartier avec une sono. 200 ouvriers bouchent l'entrée du bureau où sont séquestrés les administrateurs.

Les gendarmes mobiles arrivent ; ils chargent pendant dix minutes. Puis ce sont les C.R.S. avec des fusils lance-grenades : de nombreuses femmes sont là.

Les administrateurs sortent. Après, des affrontements ont lieu avec les C.R.S. Des pierres sont lancées sur les cars. Deux cars qui ont les vitres brisées se rentrent dedans.

Aussitôt, les ouvriers se disent : « Il faut mettre les montres en stock, à l'abri. » Certains ne sont pas d'accord : un délégué C.F.D.T., 2 délégués C.G.T. sont contre. Finalement ils acceptent. Deux voitures embarquent les montres et vont les mettre dans un lieu sûr. Puis deux autres chargements sont faits.

L'Assemblée générale des travailleurs ratifie l'enlèvement des montres, les travailleurs applaudissent à tout rompre.

Le 15, a lieu la manifestation régionale. Les gens croyaient qu'il y aurait peu de monde. Il est décidé que chaque travailleur invitera personnellement dix personnes.

Et ce fut une manifestation comme on n'en avait jamais vue à Besançon : 15 000 personnes. Les magasins sont fermés, les pas sonne.

La manifestation se rend à devant la Préfecture. Les flics étaient là. Leur présence constituait une provocation. Des jeunes leur adressent des quolibets, leur lancent des bouteilles en matière plastique. Ils chargent, montent dans les appartements, se livrent à une véritable chasse à l'homme.

Le samedi, un nouveau prélèvement de montres est opéré ; elles sont emmenées dans un camion de l'usine.

de conscience. Des ouvriers faisaient des affiches. D'autres disaient que ça faisait sale. Les délégués allaient les voir : « Est-ce que t'aimerais dire quelque chose sur une affiche ? » Il expliquait ce qu'il voulait, puis on le dessinait. Après on lui disait : « Maintenant, tu vas protéger ton affiche, si les cadres veulent l'arracher. »

Simultanément, les ouvriers ne rendaient plus de cartes de travail, ne donnaient plus de renseignements à la direction. Certains avaient peur de faire ça, il a fallu leur donner des explications.

Déjà, une minorité de travailleurs voulait la grève générale toute de suite. Il y avait une deuxième solution : freiner la production.

Les deux hypothèses ont été discutées en assemblée générale. Et c'est la deuxième solution qui a été retenue à une très forte majorité : Sur la chaîne, ce n'est pas facile de freiner la production. Certains ateliers étaient pratiquement arrêtés. Mais d'autres travailleurs n'arrivaient pas à freiner à cause de l'habitude de travailler vite. C'est venu petit à petit. On leur a dit d'aller au comité d'action, d'aller se promener dans d'autres ateliers. « Vous travaillez dans une usine et vous ne connaissez même pas les autres ateliers. »

La encore, la crainte jouait : « Qu'est-ce qu'ils vont dire les chefs ? » Puis les gens se sont mis à sortir, à quitter leur place. Un chef continuait à marquer tous les déplacements.

Trois travailleurs de l'atelier se sont mis à l'engueuler puis tous se sont levés et sont venus lui dire ce qu'ils avaient sur le cœur.

La troisième phase : Des réunions d'information ont eu lieu. Les travailleurs se sont dit : « On n'est pas assez forts tout seuls, il faut populariser le mouvement sur Besançon. » Les ouvriers ont bloqué des routes, distribué des tracts, fait des prises de parole. Ça a débouché sur une manifestation de 5 000 personnes le 24 mai.

Quatrième phase : Il fallait montrer que les licenciements, ce n'était pas seulement l'affaire des ouvriers de l'usine. Les ouvriers vont voir les petites boîtes sous-traitantes (toute la région vit de l'horlogerie), les ouvriers des autres usines : « Si l'horlogerie s'écroule, qu'est-ce qu'ils feront des enfants ? », les paysans. Des interventions sont faites à la foire exposition.

A Besançon, en deux ans, 1 300 emplois ont été supprimés, si ça continue qu'est-ce qu'on fera ?

Pendant ce temps, les administrateurs provisoires tenaient toujours le même langage : « Travaillez ! » Cette attitude ne fait que renforcer la détermination des travailleurs. Ils se déplacent dans toute la région et presque partout sont très bien accueillis. Les ouvriers prennent des tâches en main.

Le 22 mai : les administrateurs se rencontrent pour la première fois. A Paris, le conseil d'administration menace les ouvriers. Au comité d'entreprise, ils disent : « On ne va plus pouvoir payer les gens si ça continue. »

Le 28 mai : la direction fait placarder une affiche qui dit que seules les heures effectives de travail seront payées. Aussitôt, une manifestation a

d'une réunion ça vient tout naturellement : « Pourquoi ne vendrait-on pas nos montres ? » Le dimanche après-midi, on prépare de près la production. Ce n'est pas une mince affaire. On décide de vendre les montres qu'on produira.

Différentes commissions sont mises en place : la commission production, vente, gestion, popularisation, propriété de l'usine.

Le projet est présenté et expliqué en A.G. Puis une discussion a lieu par petits groupes pendant une demi-heure. Finalement, la proposition est acceptée : on vendra les montres qu'on produit.

Mais il s'agit de mettre tout ça en pratique. Il faut qu'il y ait du monde. Les ouvriers de la production sont d'accord. On décide que le mardi à 10 heures la vente démarrera. Mais est-ce que les flics ne vont pas intervenir ?

Le lundi soir, un réseau d'appel en ville est mis en place, si la police intervient, des voitures avec haut-parleurs circuleront dans Besançon. Si les flics venaient à occuper l'usine, il faudrait quand même que la vente marche. Un nouveau prélèvement de montres est opéré.

Le premier jour, le montant des ventes s'élève à huit millions, le deuxième à 14 millions, le troisième à 14 millions.

Tout le personnel y participe suivant sa qualification. « Il y a 1 000 cerveaux qui doivent travailler. » Depuis le 18 avril, la direction est inexistante.

Les ouvriers de Lip n'apprécient pas ceux qui parlent dans leur cas d'« auto-gestion », ils n'ont pas non plus l'illusion d'avoir « exproprié » la direction. Certains ouvriers disent même : « Ceux qui disent ça, le font pour le cas où on se casserait la gueule. Comme ça après, on pourra dire que les ouvriers sont incapables de diriger les usines. »

Les ouvriers de Lip se sont mis à produire par nécessité, pour avoir un « salaire de survie » et non pas pour faire une coopérative. Un délégué C.F.D.T. déclare d'ailleurs qu'il y a dans la région une coopérative, l'exploitation y est encore pire qu'ailleurs.

Dans cette grève, chacun a sa responsabilité ; chacun sent que la grève est son affaire. Il existe deux sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. (majoritaire) et un comité d'action.

Le comité d'action regroupe tous les ouvriers, syndiqués ou non-syndiqués (environ 100 personnes participent chaque jour à ses réunions). Il est né de la volonté de certains ouvriers de « participer à l'affaire à part entière ». Il se réunit tous les matins à 10 heures. Au début, il permettait de faire sortir les ouvriers des ateliers, de prendre en main des tâches, de se faire entendre. Chacun peut y venir, faire des propositions qui, si elles sont retenues, seront présentées à l'Assemblée générale.

Le comité d'action a une part considérable dans le succès de la grève. Les ouvriers font des affiches, les collent, etc. Il est à l'origine de plusieurs initiatives. Par exemple, le jour où 200 ouvriers sont allés à l'O.R.T.F., des gens du C.A. ont dit : « Attention, les flics risquent d'arriver » et ont

pris des mesures pour être sur place avant les flics. Lorsqu'il y a des réunions à la Chambre de Commerce par exemple, des gens du comité d'action y sont présents.

Les sections syndicales et le C.A. sont sur le même pied sans qu'il y ait de contradictions entre eux. Le C.A. a pour rôle de permettre à la masse des travailleurs de s'exprimer, de prendre en main des tâches.

Les propositions sont faites devant l'Assemblée générale des travailleurs et c'est toujours elle qui tranche. Le rôle du comité d'action est reconnu de fait par les deux sections syndicales et surtout la C.F.D.T.

Il existe aussi un comité de soutien sur la ville. Les travailleurs de Lip estiment qu'il est indispensable mais exigeant, à juste titre, qu'il s'en tienne aux revendications et à la ligne définie par les travailleurs : Non aux licenciements ! Non au démantèlement ! N'importe qui peut en être membre dès l'instant où il l'accepte cela. Les ouvriers de Lip refusent que chacun essaie de faire passer son point de vue dans le comité de soutien, ce qui amènerait la division.

Le comité de soutien popularise la lutte auprès de la population, organise des meetings, des galas. Le comité de soutien peut faire des propositions et c'est l'Assemblée générale des travailleurs qui décide.

Les cadres au début étaient contre la lutte des travailleurs de Lip. Puis ils ont accepté les décisions des travailleurs avec trois semaines de retard. Le 15 juin, un cadre disait : « Les cadres, on était des niais. » Ils ont été d'accord pour la fabrication des montres mais contre la vente. A part quelques-uns qui viennent au A.G., et un qui participe activement à la lutte, les autres ont quitté l'usine.

Aujourd'hui, les travailleurs de Lip sont déterminés à se battre jusqu'à la victoire. La solidarité de la population est active, les ouvriers de Rhodiaco sont prêts à débrayer si la police intervient.

Les « salaires » versés par la vente des montres ne seront pas hiérarchisés, mais fixés suivant les besoins de chaque ouvrier (nombre d'enfants). Plusieurs propositions seront faites aux travailleurs qui trancheront.

Les ouvriers de Lip sont conscients d'innover dans la lutte et d'être regardés par tous les travailleurs.

De très nombreuses commandes de montres leur sont passées, à tel point que les administrateurs ont renoncé à leur plainte pour recel. On ne peut pas poursuivre des milliers de « receleurs ».

En le quittant, un ouvrier devait nous dire : « Je ne suis qu'un ouvrier de chaîne. » Un de ces ouvriers qui sont en train de faire la démonstration des capacités infinies de la classe ouvrière, de cette classe qui dit que « les masses et les masses seules sont les véritables héros. »

Nous avons tous beaucoup à apprendre des ouvriers de Lip.

Le 23-6-73

* Le P.-C.-F. s'est opposé à ce qu'il y ait dans le comité de soutien des éléments qualifiés par lui de « gauchistes ».

ATTENTATS RACISTES

Au moment où les nazis d'« Ordre nouveau » paraissent sous la protection officielle de la police du Pouvoir, développant une ignoble campagne raciste. Ils passaient, avec la même impunité, des paroles aux actes.

Après les sanglantes « ratonnades » de Grasse, en une seule nuit, à Paris, 4 cafés d'immigrés ont été attaqués au cocktail Molotov. Plusieurs travailleurs immigrés blessés ont dû être hospitalisés. La même nuit les bandes fascistes s'attaquaient à la permanence du P. C. F. de la Seine-Saint-Denis.

Une fois de plus, les agresseurs jouissent de la plus totale impunité et les enquêtes sont au point mort... en attendant d'être classées définitivement.

A l'heure où le tribunal de Tours « condamnait » l'assassin d'un travailleur algérien à... dix-huit mois de prison avec sursis, un manifestant antifasciste du 21 mai était condamné à trois mois de prison ferme pour avoir été trouvé en possession de « petits cailloux ». Il est vrai que, lui, est marocain.

Ainsi la police et la Justice du Pouvoir marchent la main dans la main, protégeant les fascistes, pourchassant et réprimant les antifascistes.

Mais pendant ce temps, la colère populaire monter comme grandit la prise de conscience de la nécessité de regrouper tous les antifascistes, tous les antiracistes, pour la défense résolue des libertés démocratiques.



taux. Un groupe suisse, « Ebauches S.A. » prend une participation de 43 %. Pendant deux ans encore il reste P.-D.G. En 1970, il cherche à faire une restructuration. Il commence à faire déplacer les machines et prévoit des licenciements avec, dans le tas, des délégués syndicaux gênants. Les ouvriers se mettent devant les machines et empêchent leur déplacement. Un moi après il recommence.

Alors, les ouvriers mettent des affiches dans tout l'usine : « Pas de licenciement », « L'union fait la force ».

Les Suisses font démissionner Lip. En juin 1970, les ouvriers bloquent les stocks.

En février 1971, un nouveau P.-D.G. est désigné. Il est paternaliste et essaie de faire régner la « paix sociale ».

Alors que le secteur horlogerie fonctionnait, la mécanique ne recevait plus aucun travail.

Les délégués demandaient pour quelle raison il n'y avait plus de travail, on ne leur répondait rien.

Après les vacances, le directeur dé-

LES PHASES DE LA LUTTE

Le 18 avril, les délégués ne reprennent pas le travail. Ils vont dans les ateliers pour discuter avec les travailleurs.

A partir de ce moment-là il y aura plusieurs phases dans la lutte.

La première phase : Là, il faut « vaincre la trouille ». Les délégués expliquent que d'autres ont déjà connu la même situation et qu'ils ont gagné. Des tracts sont distribués, des discussions ont lieu dans les ateliers. Ça durera huit jours.

Deuxième phase : Une fois la peur vaincue, il faut faire prendre conscience qu'on peut gagner. Les ouvriers discutent l'exemple d'une usine à Caen où il devait y avoir des licenciements. Les ouvriers se sont battus et finalement, au lieu des licenciements il y a eu 150 personnes d'embauchées.

Ça dure quinze jours. Les mots d'ordre sont fixés : « Pas de licenciements ! Pas de démantèlement ! »

Durant cette période, il y a aussi un développement inégal de la prise

COMMANDEZ

LA FASCISATION EN FRANCE

2,50 F (+ 20 % pour frais d'envoi)

TOUS UNIS CONTRE LA FASCISATION

- Le 21 Juin à Paris :
la police protège
un meeting nazi
- Pour s'y être opposée, la Ligue
Communiste est dissoute
par le gouvernement
- Ses dirigeants sont arrêtés
- A Grasse,
gardes-mobiles et fascistes
se livrent à des ratonnades
- Chez Lip, à Fos :
les CRS agressent les ouvriers
en grève



**LE POUVOIR REMET EN
CAUSE LES LIBERTÉS
DÉMOCRATIQUES. IL SEST
ENGAGÉ DANS LA VOIE
DE LA FASCISATION**

**Il est urgent que tous les antifascistes s'unissent dans
les usines, les bureaux, les quartiers**

POUR EXIGER

- L'ABROGATION DE L'ARRÊTÉ DE DISSOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE
- LA LIBÉRATION DES EMPRISONNÉS POLITIQUES
- L'ABROGATION DE LA LOI "ANTICASSEURS"
- LA DISSOLUTION DES BANDES FASCISTES ET DES MILICES PATRONALES

I'HUMANITÉ



rouge

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

Grève illimitée aux hospices civils de Lyon

A l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon, les travailleurs soignants et non-soignants, syndiqués et non-syndiqués, en sont à leur quatrième semaine de grève illimitée. Cette grève illimitée touche tous les hospices civils de Lyon où travaillent 12 000 employés. Cette grève, conduite par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., est reconduite tous les matins en assemblée générale. F.O., fidèle à sa ligne de collaboration de classe, ne participe pas au mouvement, si ce n'est une journée de débrayage, et les 20 et 21 pour les journées nationales d'action.

LES REVENDICATIONS

— Amélioration des conditions de travail

— Les 40 heures en cinq jours (certains, du fait du manque énorme de personnel, font jusqu'à 70 heures en une semaine !)

— Augmentation des effectifs
— Augmentation des salaires de nuit et des jours fériés (pour 8 heures de travail le dimanche, ils sont payés 10 heures)

— Des crèches pour les enfants du personnel

— Des indemnités de transport
— Les travailleurs se battent aussi pour la défense du secteur public ; de plus en plus des entreprises privées se développent à l'intérieur de l'hôpital public : ambulances, services d'entretien, intérimaires, etc.

Cette grève a bien sûr pour but d'améliorer les salaires et les conditions de travail des hospitaliers, mais il est évident que la satisfaction de ces revendications permettrait d'améliorer la qualité des soins donnés aux malades : ce sont les hospitaliers qui, 24 heures sur 24, exécutent les ordres des médecins et appliquent les traitements : la fatigue physique et nerveuse, entraînée par plus de 40 heures de travail par semaine, ne permet pas de faire un travail correct.

LA CONDUITE DE LA GREVE

La direction, le préfet, le ministère refusaient de recevoir les représentants du personnel, aussi les travailleurs hospitaliers ont compris que seule la lutte dure, la grève illimitée pourrait entraîner la satisfaction de leurs revendications et que les grèves de 24 ou 48 heures ne servent strictement à rien.

Les hospitaliers viennent pointer à leur heure normale de travail et après avoir effectué le gros du travail dans leur service, ils se rassemblent à 8 heures pour décider de la reconduction de la grève. Le comité de grève organise les roulements du minimum de personnel pour assurer les urgences et la sécurité des malades.



Tous les jours des manifestations sont organisées : soit tous ensemble dans Lyon (il y a entre 3 000 et 4 000 personnes) soit chaque hôpital dans son quartier, toujours au terme du travail.

Les grévistes participent, le plus grand nombre possible, à leur grève. Ils ont pris en main l'organisation de la popularisation et de l'explication de leur lutte : ainsi ils vont eux-mêmes distribuer des tracts à la sortie des principales usines de la région (Berliet, Rhône-Poulenc, etc.) et dans les rues de Lyon.

Leur action est soutenue par les malades, leurs familles et l'ensemble des travailleurs de la région : ainsi après discussion avec les malades et leurs familles, une pétition de soutien qui leur avait été proposée a recueilli 15 000 signatures ! De même des collectes de solidarité ont été organisées.

L'Etat et la presse à son service font tout pour isoler les hospitaliers en lutte, ainsi les journaux bourgeois, la télé, la radio n'en n'ont pratiquement pas parlé (à notre connaissance, une seule phrase à la télé, par exemple). La presse locale est quand même obligée d'en parler un peu, mais elle n'hésite pas à raconter des mensonges : elle a dit, par exemple, qu'une délégation de grévistes avait été reçue et « avait pu largement exposer leurs problèmes », alors que les grévistes se sont vu refuser toute entrevue.

Malgré le silence de la presse, mais avec le soutien de l'ensemble des travailleurs de la région, les grévistes sont décidés à tenir jusqu'au bout.

Les hospitaliers de Lyon savent que leurs revendications sont celles de tous les travailleurs de la Santé en France. Ils savent et ils expliquent que le meilleur moyen de gagner, c'est que le plus grand nombre d'hôpitaux suivent leur exemple.

Vive la juste lutte des travailleurs hospitaliers de Lyon !

Enquête effectuée le 18 juin 1973

SAINT-GOBAIN (Sucy-en-Brie)

Ce mercredi, il faisait très chaud et dans l'atelier de soufflage, où l'on produit des bouteilles, un ouvrier saigne du nez à cause de la chaleur. Il a dix-sept ans de maison, et à 57 ans on se fatigue plus vite. Il en a marre et rentre chez lui. Tout de suite on lui apprend qu'il est licencié, et tout de suite l'atelier se met en grève pour sa réintégration.

Cette grève durera deux jours et le patron cédera. L'ouvrier aura tout de même deux jours de mise à pied pour « faute professionnelle ».

Ils ont beau rôle les patrons de critiquer, bien au frais dans leurs bureaux climatisés, cet ouvrier qu'ils font

travailler dans de telles conditions.

Dans cet atelier, ce n'est pas tenable. A 2 mètres de la machine, on tient difficilement à cause de la chaleur du verre en fusion, et lorsque l'on graisse les moules, on doit aussi respirer les vapeurs de graisse. S'ajoute à cela le bruit des machines. Tout cela, les patrons s'en foutent, ce qu'il faut c'est produire. Alors on licencie et on prend un type plus jeune, qui travaille plus vite et à qui on n'a pas à payer les primes d'ancienneté.

Quel respect de l'homme ont ces exploiters !

Correspondant H.R.

Entreprise SABLÉ (Pantin)

Après avoir lutté positivement contre des licenciements, suite de décentralisation, 180 ouvriers de différents ateliers se sont mis en grève le 21 juin.

Cette décision fut prise à la suite du refus de la direction d'entendre les délégués, à la demande des travailleurs qui voulaient savoir les modalités de paiement des congés.

Cela, ajouté aux bas salaires et à l'inquiétude pour l'emploi, présenta une plateforme de revendications :

— Connaître l'avenir de l'entreprise à Pantin ;

— Une augmentation générale ;
— Application d'une grille unique hiérarchique ;

— Le treizième mois ;
— Une heure d'information payée par mois.

Après des débrayages de soutien d'employés et de cadres, les négociations s'engagèrent.

Deux jours de pourparlers et l'intervention de la municipalité « P.C.F. » ont abouti à la signature d'un protocole d'accord, soit :

— 450 F, prime de vacances pour tous ;

— 450 F, prime de fin d'année pour six mois de présence ;

— 4 % d'augmentation en juillet avec réévaluation suivant indice I.N.S.E.E. ;

— Etude d'une grille à coefficients hiérarchiques, entrant en application le 1^{er} janvier 1974 ;

— Variation des salaires pour 74 : à partir du 1^{er} avril, augmentation des salaires suivant l'évolution de la masse salariale et les indices officiels de la métallurgie ;

— Modalité arrêtée le 1^{er} octobre pour l'information.

Cela est peu, mais il faut constater l'unité qui apparut durant ces dix jours et la volonté de lutter des travailleurs.

Pour la première fois, la direction s'engage à discuter des problèmes des travailleurs qui représentent la force principale d'une entreprise où règnent la pagaille et une grande exploitation.

Le travail reprend, mais l'unité réalisée persistera, et la lutte reprendra, dans l'unité prolétarienne, contre l'exploitation capitaliste.

Correspondant H.R. - 93.

Qu'est-ce qui se manigance à Souillac ?

Comme presque tous les ans, la situation se dégrade à Souillac. Certains travailleurs sont mis en chômage technique, le point qui permet le calcul du salaire a baissé pour certains autres, la menace de licenciement plane.

Souillac n'est pas un cas isolé : à Chabrat-Bata c'est la même chose, mais en plus rapide puisque une centaine de licenciements sont en cours. Et pourtant, les patrons s'estiment satisfaits dans la chaussure (cf réunion paritaire du 25 avril).

En effet, ils sont en train de réussir leur opération de concentration en fermant toute une partie des usines de l'agglomération de la région. Ils sont ainsi moins nombreux pour se partager le gâteau du marché.

En plus, ils sont en train de réussir leur modernisation avec utilisation de nouvelles machines et augmentation systématique des cadences.

C'est bien connu à Souillac où les chronomètres ont sévi ces derniers temps (en s'appuyant parfois sur quelques ouvriers inconscients, qui, en faisant des performances,

tissent eux-mêmes la corde qui les étrangle).

Qui dit augmentation de la productivité, dit augmentation des profits, sans hausse des salaires (et même souvent baisses lorsqu'on n'arrive plus à toucher les primes parce que la cadence est devenue trop forte).

Enfin, ils accumulent les profits grâce à la faiblesse de l'unité des travailleurs. Ils peuvent se permettre de licencier chaque année au printemps, ils peuvent payer des salaires de misère et au rendement parce qu'ouvriers et ouvrières passent là en espérant toujours s'en sortir vite et en fait restent dans ce bagne des années durant.

ALORS QUE FAIRE ?

L'exploitation capitaliste, les licenciements, les salaires de misère, le travail aux pièces et les cadences infernales ne cesseront pas tout seuls.

Pour les travailleurs, obtenir leur dû, ça veut dire :
**LUTTER CLASSE
CONTRE CLASSE
EXPLOITES
CONTRE EXPLOITEURS !**

NON A TOUT LICENCIEMENT

Encore bien souvent, nous remarquons, dans certains articles publiés dans le front ouvrier, que le contenu de certaines revendications ne correspond pas toujours à l'intérêt immédiat des travailleurs qui ont engagé la lutte pour leurs intérêts de classe. Cela bien entendu continuera encore un certain temps. Les idées opportunistes répandues depuis des décennies par le réformisme, et le révisionnisme moderne sont plus ou moins reprises par des travailleurs. Mais notre devoir à nous, marxistes-léninistes, est d'expliquer sans cesse aux travailleurs trompés où se trouve leur intérêt de classe, de combattre les idées fausses.

C'est donc par la persuasion que nous ferons pénétrer toujours plus en profondeur les idées justes de la ligne prolétarienne de « L'Humanité Rouge ».

Nous voudrions apporter, en fonction de nos connaissances, quelques éléments d'appréciation à propos des revendications parues dans deux articles de notre précédent numéro. Il s'agit d'une revendication des ouvriers de l'entreprise de nettoyage Duchesne à Paris et d'une revendication des ouvriers des établissements Gallard et Mignot à Fougères. La première est libellée ainsi : « Pas de licenciement sans motif valable et sans avoir discuté avec les ouvriers », la deuxième : « Pas de licenciement sans négociations préalables ».

Ainsi, les travailleurs trompés par l'idéologie bourgeoise posent des revendications contraires à leurs intérêts de classe, mais conformes aux intérêts des exploiters capitalistes puisque dans le premier cas « le motif valable » est pris en considération avec malgré tout une discussion avec les ouvriers, dans le deuxième cas c'est la négociation des licenciements. Autrement dit, c'est en fait

l'acceptation des licenciements dans le cadre de la légalité bourgeoise, tels que l'on conçoit les directions syndicales révisionnistes et réformistes en signant l'accord du 10 février 1969 sur la « sécurité de l'emploi » (1) qui n'est rien d'autre qu'un accord de collaboration de classes.

La seule position de classe que doivent appliquer résolument les travailleurs, c'est l'opposition catégorique à tout licenciement, quel qu'en soit le motif patronal. Seule la société capitaliste est responsable, c'est elle qui détient les moyens de production. Prenons un exemple que le patron estime indéfendable, le cas d'un ouvrier pris en état d'ébriété pendant son travail. Nous ne sommes bien entendu pas pour l'alcoolisme, mais qui donc fait une large publicité des vins, des alcools à la télévision, la radio, la presse bourgeoise y compris l'« Humanité » révisionniste ? C'est le capitalisme exploiteur qui recherche le profit maximum sur n'importe quel produit fabriqué par l'homme, en le maintenant dans la misère. Alors que l'idéologie bourgeoise ne peut qu'accélérer le pourrissement de sa propre société capitaliste, l'idéologie prolétarienne seule peut sauver l'homme de cette maladie bourgeoise.

Nous pourrions prendre d'autres exemples, mais notre conclusion serait la même : il faut détruire la vieille machine d'Etat capitaliste et instaurer la dictature du prolétariat par la révolution prolétarienne.

Luc DACIER.

(1) Un article intitulé « Accord sur l'emploi : les bonzes s'intègrent au système capitaliste » a été publié dans « L'Humanité Rouge » spécial 1^{er} mai daté du 28 avril 1969 que nous conseillons à nos lecteurs de relire, ainsi que l'article « A propos du projet de réforme des licenciements » publié dans notre numéro 190.

BREJNEV-NIXON : Une collusion renforcée

Brejnev s'est comporté aux Etats-Unis comme un commerçant qui a mis aux enchères publiques, pour les impérialistes, les richesses principales de son pays. Les offres sont à ce point importantes qu'elles dépassent les espérances des banquiers expérimentés de Wall Street eux-mêmes ! Qui aurait pu penser que l'Union Soviétique en arriverait à permettre un afflux aussi grand et rapide de capitaux américains, et dépasserait dans ce domaine les pays capitalistes les plus hospitaliers au dollar ? C'est un fait que la clique révisionniste qui domine actuellement au Kremlin « marshallise » l'Union Soviétique, vend le pays morceau par morceau aux industriels et aux monopoles américains, place les richesses du sous-sol soviétique sous le contrôle des trusts du Texas, de Chicago, de la Californie...

Certains prétendent que l'Union Soviétique est un grand pays qui peu, par conséquent, prendre des crédits autant qu'il le veut et auprès de n'importe qui sans craindre quoi que ce soit. Ce sont là des suppositions aussi vides que naïves. L'histoire de l'impérialisme américain a démontré, et son activité quotidienne le confirme, qu'il ne donne aucun cent sans hypothèque. C'est ce qui arrive actuellement avec la Sibérie, qui, après la pénétration massive de capitaux yankees et la mise sur pied de vastes plans pour une exploitation massive de son sous-sol par les trusts d'outre-atlantique, remplit toutes les conditions pour devenir un véritable protectorat américain. La clique de Brejnev l'accepte, car elle a pour objectif de placer la Chine dans un double encerclement, d'une part par ses armées qu'elle masse depuis longtemps à la frontière soviéto-chinoise, et, d'autre part, par les Américains qui sont fortement intéressés par la Sibérie.

L'histoire passée et présente de l'impérialisme américain montre que là où il déverse ses capitaux, il crée en même temps ses bases militaires pour défendre ses propres biens. C'est ce qui a fait en Thaïlande, au Vietnam et dans d'autres pays d'Asie, c'est ce qu'il fait aussi dans de nombreux pays d'Europe où, ayant mis la main sur des positions clés de l'économie, il envoie ses troupes pour défendre ses positions par la force si cela est nécessaire, et pour s'en servir comme moyen de pression et base d'agression contre les autres pays. Pourquoi cela n'arriverait-il pas aussi à l'Union Soviétique ? (...)

L'armée soviétique, qui a de vieilles traditions révolutionnaires et patriotiques de l'époque de la Révolution d'Octobre, de Lénine et de Staline, permettra-t-elle qu'une clique dégénérée vende le pays à l'impérialisme américain ? Le peuple russe et les autres peuples de l'Union Soviétique resteront-ils indifférents en voyant que les concessionnaires et les usuriers étrangers qui ont été renversés avec le tsarisme en 1917, que les magnats de New-York, Londres, Tokyo, Berlin, Paris qui ont été écrasés avec les troupes d'intervention étrangères, que les banquiers insatiables des métropoles occidentales qui ont organisé le blocus de famine et le cordon sanitaire contre la Russie soviétique, que tous ces gens rentrent maintenant tranquillement dans les usines et les chantiers d'où ils furent chassés voici 56 ans ? Il est impossible que la haine pour ces sangsues et ces loups insatiables qui ont sucé le sang et ont frappé la chair du prolétariat russe pendant des décennies soit effacée dans le cœur de l'armée et du peuple soviétiques, que la politique capitulaire des anciens tsars ressuscitée aujourd'hui par les nouveaux tsars soit oubliée complètement ; il n'est pas possible que l'armée et le peuple soviétiques n'aient pas conscience du grand danger que courent leurs intérêts nationaux et l'avenir de leur grand pays. (...)

Le peuple soviétique, qui porte une grande responsabilité tant vis-à-vis de lui-même que des autres peuples du monde entier, se dressera inéluctablement pour arrêter le bras des aventuriers politiques comme Brejnev et compagnie. Et le peuple soviétique bouge. Des manifestations ont eu lieu, qui ont été réprimées par l'armée plus d'une fois. La clique au pouvoir appelle ces manifestants des

« psychopathes », des « voyous », des « hooligans », et elle tente de les discréditer par tous les moyens et de diminuer aux yeux de l'opinion intérieure et extérieure les proportions et l'importance politique de leur action. Mais les faits sont là. En Union Soviétique, il existe une grande résistance contre la clique de Brejnev-Kossyguine, un mécontentement évident à l'égard de la politique révisionniste et une haine aiguë pour leur activité, surtout en ce qui concerne la collusion étroite avec l'impérialisme américain. A la tête de cette résistance se trouvent des anciens et des nouveaux bolchéviks, que le peuple soviétique ne confond pas avec les pourritures du genre Soljenitsine. Les révolutionnaires soviétiques se trouvent actuellement dans une situation difficile et leur lutte n'est pas facile, mais ils surmonteront sans aucun doute avec succès tous les obstacles car ils ont des traditions remarquables et une longue expérience de la lutte révolutionnaire, et ils sauront faire face aux sacrifices et aux privations que cette lutte exige. (...)

Il est évident qu'entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique existent une coordination et un accord complet en ce qui concerne la politique qu'ils suivent en Europe, en Asie et en Afrique et la politique qu'ils suivent dans les zones d'influence qu'ils se sont partagées.

La situation au Vietnam, celle au Moyen-Orient et en Europe ont été mises

à l'ordre du jour. Mais que peuvent-ils discuter sur le Vietnam ? Les Américains cesseront-ils les violations des accords, leur soutien à Thieu, se retireront-ils définitivement et laisseront-ils le peuple vietnamien décider lui-même et sans intervention étrangère de ses problèmes et de son avenir ? Discuteront-ils l'interruption des bombardements au Cambodge, la cessation de l'agression américaine en Indochine qui se poursuit jour après jour ? Les révisionnistes soviétiques ont toujours aidé les agresseurs américains à sauver leur peau et leur « honneur » du boursier dans lequel ils étaient enlisés au Vietnam. Complotant avec Nixon, ils veulent faire de nouvelles pressions sur le Vietnam afin que ce dernier accepte les conditions américaines...

Les chefs de file des deux super-puissances ne peuvent rien avancer pour résoudre le problème du Moyen-Orient. La situation actuelle dite de « ni guerre ni paix » est le résultat des accords et des complots des deux super-puissances, de leur politique et de leur ligne visant à maintenir les positions militaires politiques et économiques qu'ils occupent dans cette région. Il n'est pas dans leur intérêt que les territoires occupés par Israël soient rendus aux peuples arabes, ni que les palestiniens regagnent leur patrie. Ce qu'ils discutent sur le problème du Moyen Orient, c'est comment sauvegarder leurs propres intérêts impérialistes dans cette

région, comment renforcer et élargir leurs zones d'influence.

Certes, on discutera de l'Europe aussi. Mais quoi ? Ce n'est pas par hasard si l'Union Soviétique n'a exprimé jusqu'à présent aucune inquiétude pour la « Nouvelle charte de l'Atlantique », et si les U.S.A. ne montrent aucune préoccupation pour les projets soviétiques de la sécurité européenne.

Tous ces accords soviéto-américains pour la sauvegarde de leurs propres intérêts impérialistes, pèsent sur le dos des autres Etats européens, ils violent la souveraineté nationale des divers pays, augmentent les possibilités d'intervention dans les affaires intérieures des autres peuples, empêchent l'établissement de relations justes et vraiment bonnes entre les nations.

La vie confirme une fois de plus ce que notre Parti a souligné à juste titre, à savoir : que l'alliance contre-révolutionnaire soviéto-américaine constitue aujourd'hui le plus grand danger pour tous les peuples du monde et qu'il est nécessaire que tous les peuples du monde s'unissent dans un front unique anti-impérialiste et antisocial-impérialiste dirigé contre cette alliance. L'opposition à leur politique expansionniste et agressive est une condition pour sauvegarder la liberté et l'indépendance de chaque pays en particulier et de la paix et de la sécurité internationale en général.

(Extrait d'un éditorial du quotidien albanais « Zeri i Populit » publié au début de la rencontre Brejnev-Nixon.)

A propos de l'explosion de la 5ème bombe thermonucléaire chinoise

Le 27 juin dernier, la Chine populaire a fait exploser sa cinquième bombe thermonucléaire. Comme lors des précédentes expériences réalisées par la Chine, les peuples du monde entier se réjouissent profondément des succès remportés par le peuple chinois dans le renforcement de sa défense nucléaire, ils se réjouissent de voir le peuple chinois se doter d'un armement de nature à faire hésiter les impérialistes, et notamment les deux super-puissances, dans leurs folles aventures agressives contre la Chine socialiste. C'est là une grande victoire pour toute l'humanité éprise de paix. Et les récents accords « nucléaires » passés entre Brejnev et Nixon montrent assez qu'elle n'est pas du goût des deux super-puissances, qui voudraient conserver et renforcer leur monopole nucléaire.

A cette occasion, le Gouvernement chinois a rappelé sa position concernant les armes nucléaires :

« La réalisation des essais nucléaires chinois, nécessairement limités, a pour seul but la défense et l'échec à infliger au monopole nucléaire des superpuissances, avec, pour dernier objectif, la suppression des armes nucléaires. Le Gouvernement chinois déclare, une fois de plus, qu'en aucun moment et aucune circonstance, il sera le premier à utiliser les armes nucléaires. Le peuple et le Gouvernement chinois entendent continuer d'œuvrer ensemble avec les autres peuples et tous les autres pays qui chérissent la paix et défendent la justice, dans la lutte commune pour parvenir à l'objectif élevé de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires. »

Les Etats-Unis et l'Union soviétique parlent beaucoup du désarmement et de la cessation des essais nucléaires, ils ont signé beaucoup d'accords à ce sujet, mais ils n'ont pas cessé de procéder à des expériences, d'accroître leur production et leurs stocks d'armes nucléaires et, surtout, de doter d'engins nucléaires leurs troupes stationnant

en territoire étranger, notamment en Europe. Ces deux super-puissances ont plus de 1 million de soldats en territoire étranger, occupant plusieurs milliers de bases militaires. Il est évident que, dans ces conditions, les peuples du monde ne peuvent avoir aucune confiance dans leurs « accords de paix », ni dans leur « volonté de désarmement ».

La Chine populaire ne possède aucun soldat à l'étranger, ni aucune base militaire ; sa position concernant le désarmement est parfaitement claire et trace une nette ligne de démarcation entre le camp de paix et le camp des impérialistes fauteurs de guerre. Voici les propositions que faisaient il y a deux ans Kiao Kouan-houa à l'O.N.U., propositions qu'ont rejetées les deux super-puissances mais qui rencontrent un appui grandissant chez de nombreux pays dans le monde :

« La Chine ne se joindra jamais, malgré la possession de quelques armes nucléaires, au soi-disant club des puissances nucléaires.

« Le Gouvernement chinois a été de tout temps pour la convocation d'une conférence mondiale appelée à discuter de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires. La tenue d'une telle conférence doit contribuer réellement au désarmement nucléaire et à l'atténuation des menaces de la guerre nucléaire, et non à servir à

dissimuler l'expansion des armements nucléaires et à aggraver les menaces d'une guerre nucléaire ; elle doit aider à faire progresser la lutte des peuples du monde épris de paix pour l'interdiction complète des armes nucléaires, et non servir à les endormir et à les mystifier.

Comme premier pas, un accord solennel doit d'abord être conclu dans le sens que toutes les puissances nucléaires s'engagent à n'employer en aucun moment ni en aucune circonstance des armes nucléaires.

« Par ailleurs, le Gouvernement chinois estime que pour réaliser l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires, les Etats-Unis et l'Union soviétique qui possèdent quantité d'armes nucléaires doivent faire d'abord séparément ou conjointement une déclaration en s'engageant publiquement :

1. A ne pas être les premiers à utiliser, en aucun moment et en aucune circonstance, des armes nucléaires ; à ne pas recourir aux armes nucléaires contre les pays et zones non nucléaires ;

2. A démanteler toutes les bases nucléaires implantées en territoire étranger et à retirer toutes les forces nucléaires, toutes les armes nucléaires et leurs vecteurs qui y sont stationnés. »

'' La résistance armée au Brésil ''

(textes de la résistance au Sud du Para)

BROCHURE EDITEE PAR LE CILA

Prix 3 F - Adressez vos commandes au CILA
17 rue du Sentier, 75002 PARIS

Le numéro 2 de Prolétariat est paru

REVUE THEORIQUE ET POLITIQUE
MARXISTE, LENINISTE
ET DE LA PENSEE DE MAO TSE-TOUNG

Abonnements :

1 an : 20 F ; 2 ans : 35 F.

Abonnements de soutien :

1 an : 50 F ; 2 ans : 100 F.

Adressez-les à :

PROLETARIAT,
17, rue du Sentier, 75002 PARIS.
C.C.P. : 30686-98 La Source.

L'exemplaire (6 F) en vente en librairies (voir ci-dessous),
ou par l'intermédiaire des militants marxistes-léninistes, ou
sur demande à l'adresse indiquée avec règlement majoré
(7 F) pour frais d'expédition.

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

- INDOCHINE :
Une contribution exemplaire à la révolution mondiale
(Camille Granot)
- Où conduisent les accords d'entreprises.
(Luc Dacier)
- Interview des ouvrières de la Coframaille
- La C.F.D.T., l'autogestion et la question de l'Etat.
(André Colère)
- Les travailleurs immigrés ou les suites du colonialisme
(Henri Jour)
- Comment édifier le Parti marxiste-léniniste.
L'expérience historique du mouvement ouvrier dans la
création et l'édification du Parti du Prolétariat (1848-1920).
(Gaston Lespoir)
- DOCUMENT D'ALGERIE :
La question nationale algérienne et le Parti communiste
entre 1919-1939
(Mahfoud Kaddache)
- Notes de lecture.
- Critique du film « Français, si vous saviez ».
- Un exemple original de cinéma révolutionnaire : le cinéma
algérien
(Patrick Duval)
- Ecole marxiste, léniniste et de la pensée de Mao Tsé-Toung.
Cours n° 2 : l'Etat.

Liste des librairies dépositaires de Prolétariat

PARIS :

- Le Phoenix, 72 bd Sébastopol (2°).
- Norman Béthune, 76 bd Saint-Michel (5°).
- « La Joie de Lire », 40, rue Saint-Séverin (5°).
- L'Étincelle, 92, rue Oberkampf.
- Palestine, rue de la Réunion (20°).

AGEN :

Librairie Occitane, 32, rue Grenouilla.

BORDEAUX :

Librairie Mimésis, 5 bis, rue de Grassi.

GRENOBLE :

Librairie de l'Université, 2 place Léon-Martin.

LE MANS :

Librairie « La Taupe », rue Gambetta.

LYON :

- Librairie Coopérative « Les Canuts », 33, rue Leynaud (1°°).
- « La Proue », 15, rue Childebert (2°).
- FEDEROP, 7, rue des Trois Maries (5°).

MARSEILLE :

« LIRE », 16, rue Sainte (1°°).

MONTPELLIER :

« La Découverte », 18, rue de l'Université.

NANTES :

« Librairie 71 », 29, rue Jean-Jaurès.

NARBONNE :

Maison de la Presse Tosi, 16-18, rue Jean-Jaurès.

ORLEANS :

Librairie « Les Temps Modernes », 57, rue de la Recouvrance.

RENNES :

« Le Monde en Marche », 37, rue Vasselot.

SAINT-BRIEUC :

« Maison de la Presse », 13, rue Saint-Guillaume.

STRASBOURG :

« Les Idées et les Arts », place Brant.

Les deux millions atteints Un premier succès Ne relâchons pas notre soutien Quatre millions pour octobre

SOUSCRIPTION PERMANENTE

CDHR F. Marty	65	1 Ami de l'Ouest	450	1 cheminot et une méca-	
Des travailleurs du S.O.		En plus réabonnement		nographe	15
Soutien à HR	900	ML	30	1 OS	10
Des enseignants de		CDHR Lissagaray	30	1 apprenti	50
l'Ouest	170	Contre le révisionnisme		Soutien à HR	
Soutien à HR		et le gauchisme.		Mme DM	537
S. Marty	50	2 militants	50	1 employé SS ML	60
Mme G.M. Soutien au		CDHR Cl Fabien	800	2 enseignants gardois	100
combat idéologique		CDHR Dallidet	25	1 menuisier ML	8
de HR	24	CDHR NVT	70	Anonyme	20
HR vaincra.		1 travailleur italien	30	2 institutrices, 1 jeune	
2 secrétaires	50	CDHR Cdt Bourgat	75	travailleur, 2 profs	40
Des amis du Sud-Ouest		CDHR Manouchian	390	Pour soutenir HR.	
premier versement	253,50	HM	30	3 enseignants	60
1 chauffagiste	100	1 enseignante	10	Souscription permanente	
1 soldat ML	10	1 travailleur immigré	10	RR	230
Sur un marché	5,90	Collecte dans une		HR vaincra ! Lavors	10
Sur un marché	10,85	usine	21	CDHR G. Péri	296
Sur un marché	10	CDHR Hapiot	10	Total de la	
Soutien à HR.		1 lecteur banlieue	50	quinzaine	9 795,55
Mlle F.Y.	100	1 OS aéroport	2	Total précédent	301 897,65
Anonyme Paris. En		1 OS aéroport	1	Total général utilisé	
timbres	5	1 OS aéroport	36	pour le règlement	
CDHR C. Michels	60	1 mécanicien aéroport	2	des dettes	
1 camarade des PTT G.	50	1 mécanicien aéroport	38	de HR	311 693,20
Soutien d'un patriote		1 OS aéroport	1		
gadeloupéen. Sympa-		CDHR F. Yveton B. et			
thisant HR	10	sympathisants	923,10		
Bons de soutien à HR	21	Dordogne	20		
CDHR J. Staline C.	50	Soutien à HR en plus de			
1 CDHR de province	121,20	mon réabonnement.			
CDHR Gramsci	80	CL	30		
RL souscription	40	1 ouvrier sur un			
Anonyme	3	marché	1		
Des camarades suisses		1 ouvrier sur un			
répondant à l'appel		marché	3		
de HR	97	CD HR vaincra	50		
GB et MD. Soutien		1 employé de la SS			
spécial à HR pour		ML	60		
12 pages hebdo	100	2 enseignants gardois	100		
FA. En plus abonnement	15	1 ouvrier menuisier			
DB	53,50	ML	8		
1 CDHR de province	118,50	HR vaincra ! Léon	10		
1 militant communiste					
ML	1 000				
Soutien à HR. SL	350				
Soutien au combat					
d'HR	300				
En avant pour les					
2 millions. PR	120				
CDHR J. Staline	3				
HR vaincra ! Bon de					
souscription. C.	31				
Pierre et Michèle	100				
HR doit vivre ! Léon	10				
CDHR Octobre	30				
Soutien à la lutte de					
HR. B.B.	12				
UJ. Soutien permanent					
à la lutte de HR	54,50				
Soutien à HR. PC	20				
CM. Pour aider HR	12				
GB et MD. Soutien					
hebdo.	50				
M.J.P. Soutien à HR	15				
Soutien lecteur	5				
Soutien à HR	1,50				
Soutien à HR	2				
HR vaincra	5				
1 camarade ouvrier	100				
CDHR A. Marty	17				
CDHR Dimitrov	80				
1 famille ML	23				
1 technicien	30				
1 ouvrier du bâtiment	2				
CDHR E. Varlin	3				
1 lectrice de banlieue	8				
1 étudiant corse					
à Paris	3				
CDHR G. Flourens	100				
1 travailleur antillais	5				
CDHR P VC	300				
Soutien à HR	1				
1 petit commerçant	5				
Soutien à HR	1				
Soutien à notre					
presse. D.	60				
Soutien à notre					
presse. G.	20				
Soutien à notre					
presse. S.	20				
1 camarade corse	20				
CDHR F. Marty. P.	20				

SOUTIEN AU PEUPLE CAMBODGIEN

Soutien au peuple	
cambodgien. MC	18
HM	30
CDHR Flourens	100
Pour le Cambodge.	
MR	50
	198

LES PAGES CENTRALES DE CE NUMERO
SONT DISPONIBLES EN AFFICHES
PASSEZ VOS COMAMNDES
COLLEZ-LES MASSIVEMENT

DATES DE PARUTION DE L'H.R.

Un numéro à tirage réduit (non diffusé en kiosques)
paraîtra fin juillet et qui sera diffusable tout le
mois d'août. Ensuite l'H.R. reprendra une parution
régulière début septembre (le 5 septembre).

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire
fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsé-
toug, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse
poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après
(rayer les mentions inutiles) :

- timbres-poste Nom et adresse (faculta-
- chèque bancaire tifs)
- virement postal au Date :
- CCP « L'Humanité Rou- Pseudonyme
- ge » 30.226.72 La Source

LA DIFFUSION DE L'HUMANITÉ ROUGE REPREND A NANTES

A l'unanimité, les camarades de Nantes militant au sein du groupe « Le Travailleur » ont décidé de demander à « l'Humanité Rouge » de reprendre la diffusion du journal abandonnée il y a plus de trois ans.

C'est avec joie que nous serrons les mains de nos camarades de « l'Humanité Rouge ». Ainsi se termine pour nous ce qui fut en fin de compte une aventure scissionniste dont la classe ouvrière fit les frais, à travers le tort qui était fait à son détachement d'avant-garde.

Il y a trois ans, par suite d'une indéniable faiblesse politique, par ouvriérisme, nous avons cru et suivi aveuglément un responsable ouvrier en qui nous avions une entière confiance. Nous avons prêté l'oreille aux vieux ragots sur les dirigeants de « l'Humanité Rouge » qui ont connu à cette époque un grand regain. Nous n'avons pas hésité à attribuer à « l'Humanité Rouge » des positions politiques qui n'étaient absolument pas les siennes. Tout en étant sincèrement attachés à l'avant-garde naissante nous avons été amenés à cautionner une scission. Nous pensions que nous étions les vrais communistes et qu'il n'y avait plus à « l'Humanité Rouge » qu'un état-major squelettique dépourvu d'avenir.

Nous avons fait l'expérience de la ligne du « Travailleur ». Longue et

triste expérience ! Là-dessus nous aurions des pages et des pages d'anecdotes à vous raconter, savoureux ou lamentables, selon le point de vue où l'on se place. Contentons-nous de dire que cette ligne était caractérisée par le refus catégorique de tout principe marxiste-léniniste, par un libéralisme forcené dans le domaine de l'organisation, par un ouvriérisme à tout crin, par le plus profond mépris des objectifs révolutionnaires du prolétariat. Faire de ce qu'ils appelaient « le parti » un groupuscule anarcho-syndicaliste marginal : voilà quel était en définitive le « grand dessein » des principaux responsables de la scission.

Pour nous cela était inadmissible. Nous n'avons jamais accepté les grossières falsifications des principes commises par les dirigeants du « Travailleur ». Pourtant nous avons suivi et appliqué en tout ou en partie cette ligne anti-marxiste et anti-léniniste. Nous en avons subi toutes les conséquences dans notre travail.

Il est certain que nous avons contribué dans notre ville par notre scission, à détruire la crédibilité du mouvement M.L. auprès des travailleurs. Nous avons porté un coup sérieux à l'unification des marxistes-léninistes qui était seulement en train de se faire, du fait que nous avons brisé le cadre au sein duquel, et au sein duquel seulement, er-

reurs et divergences peuvent être analysées et surmontées, sur la base du centralisme démocratique et de la discipline prolétarienne. Nous avons laissé le champ libre au développement des groupes spontanistes qui ont proliféré à Nantes depuis lors ; nous avons une part de responsabilité dans le fait que ces groupes continuent de tromper un certain nombre de militants honnêtes. L'ouvriérisme outré de notre groupe nous a privé du soutien de nombre d'intellectuels, mais aussi de travailleurs. Nous avons peu à peu perdu de vue les dures obligations auxquelles nous devons et nous devons d'ores et déjà faire face pour implanter solidement l'avant-garde marxiste-léniniste dans la classe ouvrière, dans les conditions du capitalisme en crise et contre une bourgeoisie qui n'hésitera pas à recourir à la terreur fasciste, comme le montre ses préparatifs actuels en ce sens.

Voilà dans les grandes lignes, chers camarades, les résultats de l'absence d'une juste ligne politique et idéologique.

Nous devons dire qu'en désespoir de cause, nous avons tourné un moment nos regards vers Front Rouge. Mais nous avons compris assez vite que ce groupe a une ligne de division de la classe ouvrière, une ligne de manipulation des mouvements et des organisations de masse, et qu'au surplus il

est tout aussi scissionniste que nous. Notre position est qu'il faut lutter contre lui fermement, sans concessions et en étant clair dans l'argumentation. Nous insistons sur le fait qu'il ne fait en réalité que continuer l'ex-U.J.C.-M.L. par ses idées et sa pratique.

Camarades, sachez que nous avons mûrement réfléchi pour prendre notre décision de rallier « l'Humanité Rouge ». Cela n'a pas été facile. Il a fallu que nous osions remettre en cause nos idées sur la ligne et l'organisation d'« H. R. », idées puisées au sottisier volumineux des groupes petits bourgeois sur la question au moment décisif, nous avons été impressionnés par l'attitude correcte et patiente des camarades de « l'Humanité Rouge » à notre égard qui nous ont aidé fraternellement à franchir le pas.

Nous souhaitons que notre expérience soit pour tous les militants trompés à la recherche de la vérité un encouragement à s'attaquer par eux-mêmes à l'étude approfondie de la ligne de « l'Humanité Rouge », sans se laisser impressionner par les inévitables ragots et déformations que, conformément à leur contenu de classe, les mouvements petits bourgeois s'acharneront à répandre sur elle.

Vive le marxisme-léninisme !

Vive « l'Humanité Rouge » !

Juin 1973

LA SOLIDARITÉ AU PEUPLE CAMBODGIEN SE RENFORCE

Échos de meeting

Paris XVIII'

Répondant à l'appel du comité C.I.L.A. du XVIII^e arrondissement, une trentaine de personnes se sont réunies le 29 juin pour assister à la projection du film relatant le retour historique de S.N. Sihanouk dans les zones libérées et discuter avec 3 camarades du F.U.N.K. qui ont répondu aux multiples questions posées par des interlocuteurs attentifs et intéressés.

La salle était décorée, notamment, d'une exposition de photos relatant le développement de la situation au Cambodge, fournie par l'Association France-Cambodge.

Paris III'

Samedi 15 juin, salle de l'épicerie à Paris a été organisée une réunion publique de soutien à la lutte du peuple cambodgien par des militants de « l'Humanité Rouge » et du M.N.S.P.I. (Mouvement National de Soutien aux Peuples Indochinois).

Plus de 100 personnes des environs ont assisté très intéressées à ce meeting honoré par la présence d'un délégué du F.U.N.K.

— Une intervention des organisateurs de ce meeting rappelant les victoires des patriotes khmers eut lieu en premier.

— Suivie du très enthousiasmant film des patriotes cambodgiens : « Le retour historique de S.N. Sihanouk dans les zones libérées ».

— Ensuite une intervention du représentant du F.U.N.K. montrant le contraste entre les victoires du peuple cambodgien et les défaites successives du gouvernement fantoche de Lon Nol télécommandé de Washington par le gouvernement U.S.

Vinrent ensuite de nombreuses questions adressées au représentant, dénotant l'intérêt des participants à ce meeting. Notons celles entre autres sur les zones libérées, leur organisation ; sur l'avenir du Cambodge, la non-reconnaissance du G.R.U.N.K. par l'U.R.S.S., l'aide de la R.P.C., etc.

Enfin, le représentant du F.U.N.K. déclara aussi que le peuple cambodgien avait besoin surtout d'une aide politique ; notamment la reconnaissance du G.R.U.N.K. (déjà reconnu par

39 pays, mais pas par le gouvernement français !) et le soutien des peuples du monde, ce qui est en très bonne voie !

Le meeting s'est terminé par l'adoption à l'unanimité d'une motion de soutien à la lutte du peuple cambodgien.

Correspondant H.R.

—x—

Bordeaux

Un meeting de soutien à la lutte héroïque du peuple khmer s'est tenu le jeudi 21 juin à Bordeaux. Répondant à l'appel de « l'Humanité Rouge », de la Gauche Révolutionnaire, du Groupe communiste Marxiste-Léniniste et de l'Union Marxiste-Léniniste, plus de deux cents personnes, ouvriers, étudiants, lycéens ont accueilli avec enthousiasme le camarade Yeim Yoc Sann, représentant de la mission du G.R.U.N.K. en France.

Au nom des organisateurs du meeting et de tous les anti-impérialistes de Bordeaux, un de nos camarades, militant syndicaliste, prononça un discours de bienvenue. Le camarade terminait par ces mots : « C'est pour nous un devoir de ren-

forcer notre soutien, politique et matériel à la lutte du peuple khmer... Nous devons nous engager à mener tous les combats nécessaires pour alerter et mobiliser les larges masses populaires de France afin de contribuer :

— A l'arrêt des bombardements U.S.

— A la cessation des ingérences politiques et militaires dans les affaires intérieures du Cambodge.

— A la rupture des relations diplomatiques entretenues par le gouvernement français avec la clique des traîtres et des fantoches de Phnom Penh.

— A la reconnaissance et l'établissement de relations diplomatiques par le gouvernement français avec le G.R.U.N.K. unique gouvernement légitime et légal du Cambodge. »

Après la projection, fort appréciée du public, le camarade Yeim Yoc Sann répondait aux nombreuses questions sur les réformes introduites dans les zones libérées, l'organisation du pouvoir populaire, des Forces Armées de Libération, sur l'augmentation de la production... Enfin, répondant à une dernière question, Yeim Yoc Sann devait ajouter pour terminer : « Le peuple de France peut nous

apporter un soutien politique et matériel important. Notre victoire est certaine, mais un tel soutien ne peut que la hâter. »

Le meeting terminé, les participants avaient la ferme intention de tout faire pour qu'il en soit ainsi. Une collecte et la vente de soutien ont rapporté plus de 400 F qui ont été remis à la mission du G.R.U.N.K.

Correspondant H.R. Bordeaux.

—x—

Dijon

Jeudi 28 juin a eu lieu, à l'initiative du C.I.L.A., une réunion publique de soutien aux peuples d'Indochine et en particulier au Cambodge. Soutenu par plusieurs organisations, ce meeting a réuni environ 80 personnes qui, après plusieurs interventions rappelant la situation au Cambodge, ont pu voir 2 films cambodgiens et discuter avec un représentant du F.U.N.K.

Après un débat, écourté par l'heure tardive, une collecte a réuni 262 F, qui ont été aussitôt remis au camarade du F.U.N.K.

Correspondant HR Dijon.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :

Age : Profession :

Adresse :

.....

Signature

Le défi

Ce n'est pas par hasard qu'a eu lieu le 21 juin le meeting fasciste d'« Ordre nouveau » contre l'« immigration sauvage » !

Vous et nous qui manifestons la veille pour les libertés démocratiques le savons bien : ces libertés, nos frères immigrés en sont totalement dépourvus depuis que le pouvoir a réglementé l'immigration dite « sauvage » par la circulaire fasciste « Fontanet-Marcellin ». A la riposte résolue, et déjà partiellement victorieuse, qu'y opposent depuis des mois les travailleurs immigrés le pouvoir répond par une intensification de la propagande raciste. Puis, il commente abondamment un certain meeting prochain du groupuscule nazi « Ordre nouveau », lui donne les moyens de couvrir plus qu'abondamment les murs de la capitale... et lui assure la protection d'une des plus fortes concentrations de forces de répression depuis 1968.

Il est donc clair qu'« Ordre nouveau » était un outil qu'utilisait le pouvoir pour mener à bien son offensive contre nos frères immigrés. Ce n'est pas le seul dans le genre : qui d'entre nous ne s'est pas profondément inquiété de la multiplication et de l'activité croissante des milices patronales des S.A.C. et C.D.R., de l'utilisation croissante contre les grèves des C.R.S. et « Mobiles » ?

Le problème qui nous était posé à tous, le 21 juin, était alors le suivant : Fallait-il « passer sous silence » cette attaque du pouvoir ou y riposter ?

Ignorer ou relever le défi ?

Est-ce juste de dire que c'était bien donner de l'importance à un groupuscule comme « Ordre nouveau » que de s'élever contre son meeting ?

Mais, nous venons de le voir ! Ce n'était pas son meeting mais celui du gouvernement lui-même.

Le pouvoir avait décidé de porter le coup au su et au vu de tout le monde. Le problème ne se posait donc plus d'« ignorer » mais d'« encaisser » sans réaction ou de riposter.

Eh bien, camarades, mettez à l'étude dans vos cellules les enseignements de Georges Dimitrov et du 7^e Congrès de l'Internationale communiste sur ce qu'il faut faire en pareil cas ! Ce sont les leçons que les communistes ont tiré de la lutte contre la montée du fascisme : elles ont été payées de beaucoup de sang. Les ignorer serait, pour un communiste, un crime. Réfléchissez à la façon dont les sociaux-démocrates allemands ont fait le lit

Montée des « tendances autoritaires » ou « fascisation » ?

Vous n'ignorez pas les atteintes de plus en plus graves portées à toutes les libertés démocratiques par le pouvoir ; ni les déclarations fascisantes de ses ministres, ni la manière dont il oppose de plus en plus la seule force aux grèves et luttes quelles qu'elles soient. Mais on porte généralement moins d'attention à l'arsenal de lois et de moyens de répression que perfectionne sans cesse le régime : la loi dite « anticasseurs » que le gouvernement applique actuellement contre les dirigeants de la Ligue communiste est justement une des armes les plus dangereuses que s'est donné le régime ces dernières années : elle permet de décapiter légalement toute organisation qui lui apparaît comme gênante. Et pourtant... la Constitution de la V^e République est déjà bien dangereuse comme ça en possibilités répressives : Savez-vous que les colonels grecs la prennent en exemple ?

Face à cela, est-il correct de parler de « tendances autoritaires »... comme si c'était question de caractère de Pompidou ou d'autres ? Non ! Cela ne nous éclaire en rien sur les raisons de tous ces faits préoccupants et par conséquent sur la façon dont il faut agir.

La vérité toute crue, aussi désagréable soit-elle, nous, marxistes-léninistes, la répétons depuis 1968. En résumé :

Le pouvoir des monopoles est pris dans la crise mondiale du capitalisme qui ne cesse de s'approfondir. Il essaye de s'en sortir en pressurant de plus en plus la classe ouvrière et tous les travailleurs. Face aux luttes que nous lui opposons, il a de moins en moins de marge de manœuvre pour sauver ses profits. Il sait fort bien que cette évolution conduira inévitablement à une remise en cause par la masse de la classe ouvrière et du peuple de sa domination. Aussi prépare-t-il tous les moyens qu'il faut pour exercer, le jour où il le jugera nécessaire, une dictature terroriste ouverte : le fascisme. Et il tente d'habituer l'opinion à tolérer cette préparation grâce à une intoxication savamment dosée.

Cette tendance du pouvoir qui existe depuis des années et que nous appelons fascisation, s'aggrave ces derniers temps de façon évidente pour tout le monde.

L'enjeu est alors clair : soit nous bloquons résolument tout pas en avant du régime dans ce sens, soit nous continuons à reculer de loi en décret, de défi ouvert en attentats cachés.

Si nous continuons à nous laisser entraîner dans la deuxième voie, nous connaissons le même sort que le peuple allemand après 1934. Car

APPEL aux MILITANTS et SYMPATHISANTS du P. C. F.

du fascisme en endormant la classe ouvrière ; ils disaient eux aussi : « Riposter, c'est leur donner de l'importance, laissons passer. » Et Hitler a pu dire ensuite : « Un seul danger pouvait briser notre développement : si l'adversaire en avait compris le principe et si, dès le premier jour, avec la plus extrême brutalité, il avait brisé le noyau de notre nouveau mouvement... »

Ne pas tomber dans la provocation !

Ignorer le défi du pouvoir... il ne pouvait donc en être question. Il fallait riposter. Mais comment ? Nous, marxistes-léninistes, qui avons appelé, avec la Ligue communiste et d'autres, à manifester le 21, sommes convaincus que la riposte de masse était possible. Ce serait faire injure aux 100 000 manifestants du 20 que de penser que quelques milliers d'entre eux n'étaient pas assez clairvoyants et résolus pour répondre à un appel à manifester le lendemain, qui aurait été lancé par votre Parti !

Réfléchissez bien à ce fait : les estimations les plus prudentes confirment toutes qu'il y avait au moins 5 000 manifestants le 21 ! Pourquoi « l'Humanité », comme la totalité des journaux bourgeois et l'O.R.T.F., a-t-elle tenu à largement minimiser le caractère de masse qu'a tout de même eu la riposte opposée au pouvoir le 21 ?

Il est bien évident que Marcellin n'avait aucun intérêt à ce qu'il y ait 5 000 manifestants pour représenter les sentiments anti-fascistes du peuple de France. Et il aurait eu encore moins intérêt à ce qu'il y en ait 10 ou 20 000 comme ça aurait été le cas si votre Parti avait appelé !

Nous l'affirmons : la riposte de masse était nécessaire et possible. Réglons au passage une question : Fallait-il avoir un service d'ordre solide ? Quand on sait que l'on va inévitablement rencontrer les matraques et les lance-grenades des C.R.S., faut-il ou non avoir un service d'ordre capable d'éviter que la manifestation soit dispersée en quelques minutes ? Un communiste ne peut hésiter sur la réponse.

Riposter résolument n'était donc pas tomber dans le « piège de la provocation ». Car on ne voit pas de tout quel intérêt pouvait avoir le pouvoir à tendre un tel piège du moment qu'il savait qu'on riposterait. Le piège tendu, c'était bel et bien, de sa part, de miser sur la reculade de votre Parti, en particulier, pour installer comme un fait accompli, officiel, qui ne se discute même plus, les plus abominables slogans racistes et fascistes. Il aurait eu ainsi les mains plus libres pour agir contre les travailleurs immigrés et tous les démocrates.

Voilà le vrai piège que 5 000 manifestants ont eu le courage de déjouer !

l'aggravation de la crise du capitalisme est indépendante de la volonté aussi bien de Pompidou que de nous. Et ce serait pure folie de penser que le régime prépare tous ces dispositifs fascistes sans avoir l'intention de s'en servir le jour où ses profits seront vraiment menacés !

Bien sûr... en regardant ainsi les choses en face, nous voilà bien loin des rêves de transformer « en douceur » le capitalisme en socialisme ! Les événements actuels viennent nous rappeler qu'il vaut mieux s'arracher à ce genre de rêve le plus vite possible !

Quelle riposte ?

Sous ce titre, notre journal développe comment nous concevons la riposte qu'il faut opposer aux actes fascistes du pouvoir.

Nous insistons sur la nécessité de l'unité à la base et dans l'action que nous devons forger avec tous ceux, sans aucune exclusive, qui refusent l'évolution fascisante du régime. C'est pourquoi nous sommes profondément indignés que votre Parti ait rejeté toute unité avec les mouvements qui ont organisé la manifestation du 21 et d'autres pour le meeting du 4 juillet. Il va même jusqu'à refuser la présence officielle de dirigeants de la Ligue communiste alors que ce meeting prétend être un meeting de protestation contre la dissolution de la Ligue ! A qui profite cette division ?

Camarades ! Les communistes doivent travailler au développement de l'unité de tous les anti-fascistes dans chaque lieu de travail, chaque quartier sans jeter aucune exclusive !

Nous nous engageons quant à nous à œuvrer dans ce sens. Nous souhaitons ardemment pouvoir le faire au coude à coude avec vous !

